

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(98)/ST/62

18 mai 1998

(98-2063)

CONFERENCE MINISTÉRIELLE
Deuxième session
Genève, 18 et 20 mai 1998

Original: anglais

UKRAINE

Déclaration distribuée par M. Sergly G. Osyka,
Ministre des relations économiques extérieures et du commerce
(en qualité d'observateur)

C'est pour moi un grand honneur de participer à la deuxième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce.

Je suis également heureux que la Conférence coïncide avec la célébration du cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral. Il est opportun que la deuxième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce se tienne à Genève, le lieu même où les fondements du système commercial multilatéral ont été établis il y a 50 ans, et où a eu lieu le premier cycle des plus grandes négociations commerciales.

Un demi-siècle s'est écoulé depuis ces événements mémorables. Durant cette période, le cadre juridique régissant la conduite multilatérale du commerce international a connu un processus long et complexe d'évolution et de développement, englobant de plus en plus de secteurs du commerce international. La conclusion du Cycle d'Uruguay et la création de l'Organisation mondiale du commerce ont permis d'apporter des améliorations qualitatives au processus juridique visant à promouvoir un environnement économique plus dynamique par la création d'un système commercial international plus ouvert et plus prévisible. Ces mesures ouvrent de nouvelles possibilités tant pour le développement d'une communauté internationale meilleure que pour l'amélioration de la situation économique dans chaque pays.

L'un des succès importants obtenus au cours de ces 50 ans d'histoire du système commercial mondial est que le taux de croissance des exportations dépasse constamment le taux de croissance de la production (en 1997, les exportations ont augmenté trois fois plus vite que la production), et il faut mentionner aussi l'augmentation considérable du nombre d'unions douanières et de zones de libre-échange créées par des pays qui ont des niveaux de développement économique différents. Cette évolution a grandement facilité l'accès aux marchés des biens et des services.

Il n'y a pas très longtemps, lors de la première Conférence ministérielle à Singapour, d'importantes décisions ont été prises en vue d'éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce et de réduire encore le protectionnisme dans les échanges mondiaux. Je suis heureux de constater que beaucoup de progrès ont été accomplis durant cette brève période. Je pense là tout particulièrement à l'heureuse conclusion des négociations multilatérales sur les télécommunications de base et les services financiers.

Aujourd'hui, au seuil du nouveau millénaire, le système commercial se trouve à un point crucial. Il est confronté à de nouvelles tâches et de nouveaux défis pour lesquels il faudra trouver une solution

avant que le système n'entre dans le XXI^e siècle. Le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, qui doit débiter avec ce siècle, sera à cet égard d'une importance primordiale.

Cela est important pour l'Ukraine, qui désire participer à ce nouveau cycle de négociations en tant que Membre à part entière de l'OMC. Compte tenu des efforts déployés par le gouvernement ukrainien dans le processus d'accession à l'OMC, je pense que sa participation aux négociations constitue une réelle possibilité. L'Ukraine a choisi la bonne voie en demandant à devenir Membre de l'OMC, une voie qu'ont expérimentée des douzaines d'autres nations. Cette voie consiste à établir des relations mutuelles dans le commerce international sur des bases acceptables pour tous, à savoir les règles figurant dans les Accords de l'OMC.

En ce qui concerne le processus d'accession, l'Ukraine a tenu deux fois des réunions avec le Groupe de travail compétent de l'OMC depuis la Conférence ministérielle de l'OMC de Singapour. La deuxième de ces réunions s'est déroulée les 24 et 25 novembre 1997.

En 1997, l'Ukraine a également engagé des discussions bilatérales avec les Etats Membres de l'OMC sur les questions de l'accès mutuel aux marchés. Cinq séries de discussions se sont tenues au cours de l'année. De façon générale, l'Ukraine a eu des discussions avec 22 pays ainsi qu'avec l'Union européenne. Parmi ses interlocuteurs dans les négociations figurent les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon et les pays de l'ALEEC.

Conformément aux conclusions de la cinquième réunion du Groupe de travail qui est la dernière en date, les grands axes de l'action du gouvernement ukrainien pour l'année 1998 en ce qui concerne l'accession à l'OMC sont les suivants:

- poursuivre les négociations engagées avec les Etats Membres de l'OMC sur les méthodes du marché et conclure les accords bilatéraux pertinents;
- déterminer et coordonner les périodes de transition dans la réforme du régime de commerce extérieur;
- régler les questions problématiques des réglementations techniques tarifaires et non tarifaires en Ukraine et mettre ces réglementations en conformité avec les règles et principes internationaux du GATT/de l'OMC;
- élaborer le rapport du Groupe de travail et le Protocole d'accession de l'Ukraine à l'OMC;
- participer pleinement et positivement à la prochaine réunion du Groupe de travail qui, selon le calendrier établi par le Secrétariat de l'OMC, se tiendra début juin 1998.

Les questions posées aux pays qui souhaitent devenir membres de l'OMC sur leurs lois et leurs régimes concernant le commerce extérieur constituent les meilleurs indicateurs des progrès réalisés dans le processus d'accession. Elles témoignent également de l'intérêt que les Etats Membres de l'OMC portent à ces pays, ainsi que de leur compréhension et de leur soutien. En ce qui concerne l'Ukraine, les questions qui lui ont été posées ont facilité l'harmonisation de ses lois avec les règles et prescriptions des Accords du Cycle d'Uruguay et les décisions de la première Conférence ministérielle.

Le processus d'harmonisation est en cours, soutenu par les dispositions pertinentes du discours sur l'Etat de l'Union prononcé récemment par notre Président. Par ailleurs, le 14 janvier 1998, le gouvernement ukrainien a approuvé le Programme d'action pour 1998, qui fixe les principales priorités de la réforme économique en Ukraine. Le gouvernement s'engage ainsi à promouvoir par tous les

moyens possibles le développement de l'esprit d'entreprise et à supprimer les obstacles administratifs, économiques et organisationnels. Il s'engage également à simplifier le système d'enregistrement et à le rendre plus transparent, à réduire le nombre d'activités commerciales soumises à licences, etc. Le nouveau Code des douanes et le nouveau Code antidumping de l'Ukraine ont déjà été élaborés et les directives concernant la reconstruction des entreprises agricoles ont été définies.

Enfin, je suis parfaitement convaincu que l'OMC saura s'acquitter pleinement de sa mission, en particulier dans le domaine de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie mondiale, et que les économies des Etats deviendront de plus en plus interdépendantes. Je suis également convaincu que l'OMC deviendra un instrument permettant de promouvoir plus efficacement le développement harmonieux des économies émergentes et des économies en transition, ainsi que leur intégration dans le système commercial international et, bien entendu, dans l'économie mondiale.
